



## Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

102-103 | 2005  
Gérard Althabe

---

# Occurrences paradoxales du politique en Roumanie

Ioana Cîrstocea et Antoine Heemeryck

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1425>

DOI : 10.4000/jda.1425

ISSN : 2114-2203

### Éditeur

Association française des anthropologues

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 371-409

ISSN : 1156-0428

### Référence électronique

Ioana Cîrstocea et Antoine Heemeryck, « Occurrences paradoxales du politique en Roumanie », *Journal des anthropologues* [En ligne], 102-103 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2006, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1425> ; DOI : 10.4000/jda.1425

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Journal des anthropologues

---

# Occurrences paradoxales du politique en Roumanie<sup>1</sup>

Ioana Cîrstocea et Antoine Heemeryck

---

- 1 Les connaissances sur le cas roumain restent assez peu représentées au sein du vaste champ d'analyses interdisciplinaires ayant pris pour objet les phénomènes à l'œuvre depuis le début des années 1990 dans les pays ex-communistes de l'Europe de l'Est<sup>2</sup>. Gérard Althabe est l'un des rares chercheurs à s'être penché de manière systématique sur cette société<sup>3</sup>. Dès le début des années 1990, il y a mené plusieurs enquêtes sur des terrains urbains<sup>4</sup> et ruraux<sup>5</sup>, en continuité avec ses réflexions comparatives sur la décolonisation, la décommunisation et la globalisation<sup>6</sup>. Il manifestait aussi un vif intérêt scientifique pour les ONG, les processus de construction identitaire, l'expansion des logiques marchandes à la suite de l'écroulement du système totalitaire.
- 2 La Roumanie fait l'objet d'un déclassement sur la scène internationale depuis un peu plus de deux décennies et apparaît dans la conjoncture actuelle comme l'exclue des pays de l'Europe de l'Est : alors que les réalités sociales restent relativement méconnues, elle est bien souvent perçue à travers des images de pauvreté, de personnes handicapées, de prostitution, d'enfants errants dans les rues, autant d'aspects décontextualisés qui en donnent une vision biaisée et la rapprochent peu ou prou des représentations communes du « tiers-monde » sur lesquelles s'étaye « l'idéologie humanitaire »<sup>7</sup>.
- 3 Certains des chercheurs se bornent à véhiculer un certain nombre de clichés et à citer cette société à titre d'exemple négatif : la Roumanie est par excellence le pays en retard, qui cumule les décalages, tente des rattrapages à chaque fois manqués et n'aboutit qu'à reproduire indéfiniment une économie et des institutions politiques et sociales prémodernes. La faible confiance dans les institutions, l'anti-occidentalisme, la souffrance de la population devant des réformes imposées, l'absence de tout engagement et mobilisation collectifs, voire de toute « société civile » (« un slogan vide de sens »<sup>8</sup> selon certains, « introuvable » selon d'autres<sup>9</sup>) seraient les traits caractéristiques du monde roumain postcommuniste<sup>10</sup>.
- 4 Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, la pauvreté des connaissances sur la Roumanie n'est pas palliée par les productions des spécialistes roumains. Pour des raisons

qui restent à élucider et qui pourraient en elles-mêmes faire l'objet d'une recherche des recompositions au niveau du champ des sciences sociales dans ce pays, les contributions roumaines consacrées à l'étude des phénomènes contemporains restent cantonnées dans des aires de problématiques qui, loin de couvrir l'ensemble des recompositions actuelles, ne permettent pas de parler de programmes d'études concertés et structurés. Sans prétendre épuiser ces aspects et encore moins expliquer cet état de fait, mentionnons juste quelques directions abordées en priorité dans les contributions récentes<sup>11</sup>.

- 5 En premier lieu, remarquons le fait que la plupart des analyses signées par des chercheurs roumains prennent pour prémisses, voire pour axiome, l'idée du changement (politique, social, économique) engendré par le tournant des années 1990. Qu'il s'agisse d'études quantitatives ou de tentatives de dresser des modèles théoriques à partir d'analyses secondaires des résultats de divers sondages<sup>12</sup>, la représentation de la « situation postcommuniste » comme une rupture radicale par rapport au passé est de rigueur. Une vaste production de recherches entreprises à titre d'expertise, vouées à faciliter la mise en place des réformes postcommunistes est aussi à souligner. Pour le dire rapidement, elles semblent témoigner de la reconversion de l'habitus de la « sociologie obéissante » caractéristique des sciences sociales des pays de l'Europe de l'Est dans le cadre des régimes communistes<sup>13</sup>. Certains spécialistes développent l'argumentaire de la rupture par rapport au passé mettant en place un ample répertoire de représentations relevant du registre de la « pathologie sociale »<sup>14</sup>, s'insurgeant contre la « perversion des valeurs », la « confusion » et l'« anomie » contemporaines, s'érigeant en moralistes et recommandant des modèles pour un renouveau du monde roumain. Transformant leur proximité par rapport aux cercles du pouvoir en privilège épistémologique, d'autres s'évertuent à expliquer les transformations politiques dans des essais sans appareil critique, bibliographie ou la moindre référence au terrain ou une quelconque donnée empirique, produisant toute une philosophie sociale de la « transition » entendue comme moment de crise, dont les caractéristiques seraient la mise en place d'une « société de survie », d'une « civilisation du sous-développement », d'une « démocratie de vitrine » et de formes de « citoyenneté minimale » (Codiță, Miroiu, Pasti, 1996). À un autre niveau, des études en sciences politiques sacrifient au culturalisme et tentent d'apprécier les dimensions d'une spécificité roumaine liée à l'orthodoxie et au caractère rural de la majorité de la population qui feraient que la modernité politique reste encore un projet difficile à mettre en pratique politique (Barbu, 2000). Les rares tentatives de sortir de ces cadres appartiennent à quelques anthropologues qui avancent des propositions heuristiques intéressantes, telles l'approche intégrée des périodes précommuniste, communiste et postcommuniste, l'étude des continuités et des recompositions des formes sociales qui s'actualisent au travers des ruptures politiques<sup>15</sup>.
- 6 Une partie des notions explicatives mobilisées (« occidentalisation », « entrée en Europe », « synchronisation avec le monde civilisé », « nécessité de récupérer le temps perdu », « rattrapage »), exemplaires d'un positionnement par rapport aux normes occidentales et du décalage quasi moral créé par toute déviance, ne sont pas sans conséquence sur l'analyse. Le fait que nombre de recherches ont en commun une conception en termes de « transition » de la société actuelle montre la prégnance et la force des normes globales : après l'image du dégel « comme si quarante ans et plus de société communiste équivalaient à un passage au congélateur » (Durandin, 2000 : 21), cette société est désormais perçue de façon consensuelle à travers un horizon constitué par « l'économie de marché » et par la « démocratie », ces recherches restant encadrées

dans une logique qui n'est pas favorable à la compréhension des dynamiques des transformations en cours, puisqu'elles prennent pour point de départ et d'arrivée un idéal de démocratie de marché.

- 7 La connaissance lacunaire conjuguée à une analyse au travers des « mots du pouvoir » (Rist, 2002) qui enferment dans une logique de reproduction de l'idéologie du discours international, rend difficile la production d'une connaissance de cette société qui échappe à ces biais. Pour ne prendre qu'un exemple, la notion de « société civile » qui, comme celle de « démocratie », fait désormais partie de l'agenda des institutions internationales, connaît un très vif succès, médiatique et dans le champ des sciences sociales. Des acteurs divers s'en servent souvent : des journaux, des journalistes, des ONG, des associations, des intellectuels et des politiciens. Il est évident qu'un usage par des acteurs aux intérêts divers, appartenant à des sphères sociopolitiques hétérogènes, présuppose une plasticité du terme. Journalistes et organisations non gouvernementales, par exemple, peuvent être amenés à jouer sur le principe de la représentation (de la société civile) afin de renforcer leur légitimité. On entend ainsi parler des « organisations de la société civile ». Le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir de 2000 à 2004, héritier du parti communiste, de son côté, peut contourner les lois en prétextant que l'organisation PSD des femmes de la ville d'Arad est « non gouvernementale »<sup>16</sup>. Il en découle une confusion certaine. Qu'entend-t-on par société civile ? Des organisations militantes ? Des lobbies ? Doit-on y inclure les acteurs du secteur privé ? Ou bien en restons-nous à la société civile dans sa version du tiers secteur ? Plutôt que de se pencher sur la notion macropolitique de société civile qui nécessiterait le recours à des travaux qui, aujourd'hui, à notre connaissance, n'existent pas en ce qui concerne la Roumanie, ne serait-il pas plus bénéfique de partir des formes de mobilisation sociale ?
- 8 Le but de cet article, qui s'inscrit dans cette optique, est d'avancer quelques éléments de compréhension relatifs à cette dernière question, par la comparaison de deux terrains différents, symétriques et complémentaires : nous verrons, dans un premier temps, les difficultés d'un projet de réforme électorale mené par une ONG très dépendante de ses bailleurs de fonds et dont la démarche est largement inspirée par les préceptes des « partenariats » extérieurs ; dans un deuxième temps, nous nous arrêterons sur la formation d'une revendication politique à travers le courrier des lecteurs d'un journal « pour femmes », dont la forme est d'une certaine manière l'opposé du mouvement créé par l'ONG. Ces deux types de démarches différentes, mettant aux prises « citoyens », organisations institutionnalisées et d'État, sont deux expressions du politique entendu au sens large du terme, deux occurrences contemporaines d'« une société civile post-révolutionnaire »<sup>17</sup>.

## Une réforme du code électoral : la démocratisation par les ONG

- 9 L'organisation pour la démocratisation de la Roumanie (ODER)<sup>18</sup> est une organisation non-gouvernementale parmi les plus connues en Roumanie, qui œuvre – comme son nom l'indique – dans le domaine de la démocratisation en Roumanie. Son centre national est à Bucarest. Elle possède un vaste réseau d'antennes au niveau national et est, depuis plus de dix ans, de plus en plus active. Le nombre de membres est variable, pouvant atteindre 700 personnes. Son budget annuel dépasse les 600 000 dollars. Son objectif principal affiché est de « favoriser la participation citoyenne par la stimulation de la participation

civique ». Au-delà de ce vocabulaire polysémique, l'organisation pratique une surveillance des processus électoraux, de l'usage de l'argent par les partis politiques lors de ces processus, de l'application de la loi sur la « transparence » des institutions publiques, d'une réforme de la loi dans plusieurs domaines notamment électoral, ainsi que la mise en place d'une « démocratie locale ». D'un autre côté, elle tente d'informer – parfois en coalition avec d'autres ONG, syndicats ou médias – les « citoyens » par la diffusion d'informations relatives aux personnages politiques, aux lois et programmes.

- 10 En général, le travail de l'organisation porte le sceau des bailleurs de fonds<sup>19</sup> dont elle est financièrement très dépendante, ce qui est visible dans l'orientation des modes d'action très particuliers : d'un côté, l'attaque sous l'angle des lois et la distribution de tracts sont privilégiées ; de l'autre, une pression est appliquée sur les partis politiques et l'État. Les interventions et projets s'inscrivent très clairement dans le cadre idéologique de l'organisation du National Democratic Institute<sup>20</sup> qui a fortement encadré sa création : en somme, et très brièvement, la forme de l'action ressemble plutôt à celle d'un lobby qu'à celle d'un mouvement social.
- 11 L'apparition dans le champ politique de l'ONG, aux côtés des partis et syndicats, se réalise par une tentative pour mener des changements dans le cadre des normes exogènes qui restreint l'éventail des actions possibles de cette dernière. Dans cette optique, les ONG ont en effet la particularité, par un jeu d'échelles complexes, d'être porteuses de normes globales<sup>21</sup>.
- 12 Outre cette proximité des agences occidentales, l'ODER est très marquée par son président, un jeune analyste politique et professeur dans plusieurs universités (comme de nombreux présidents d'ONG). Celui-ci possède une image très positive auprès des volontaires, qui sont aussi ses étudiants, voire les amis de ses étudiants. Ancien professeur de philosophie de lycée qui, après avoir passé un concours avec succès, est devenu maître de conférences en science politique, le président est aussi un des analystes politiques privilégié par les médias.
- 13 Au sein de l'université, il se distingue de ses collègues – selon les volontaires – par ses « compétences »<sup>22</sup> et par ses oppositions publiques<sup>23</sup> au gouvernement dont on trouve des extensions dans les universités<sup>24</sup>. Il est aussi, sur un autre plan, le porteur d'une légitimité reçue de l'extérieur : invité à plusieurs reprises aux États-Unis et en France, il assure un rapprochement des membres de l'ODER dans la distance qui marque leurs rapports imaginaires et réels aux « étrangers » (Européens et États-Uniens).
- 14 Penchons-nous sur l'une de ces opérations consistant en une « réforme du code électoral » que l'ONG tente de mener à son terme depuis plusieurs années. Il est possible de synthétiser en deux directions cette partie du projet : il s'agit de donner une plus grande force aux citoyens ; la réforme comprend une modification des modalités de vote en un vote uninominal avec compensation. Sans entrer dans les détails techniques, pour le président de l'organisation, il s'agit de faire compter les voix même minoritaires et ainsi montrer l'utilité réelle du vote. L'objectif est donc de rendre le vote plus légitime auprès de la population. La variante uninominale du vote permet également de faire pencher le choix de nomination vers les citoyens plutôt que de laisser une autonomie totale aux partis politiques, selon l'ONG. En corollaire, l'expectative du projet est de créer une pression plus forte sur les partis politiques par rapport aux citoyens. Le moyen passe néanmoins par un changement dans la constitution. Ainsi, 250 000 signatures doivent être collectées par l'ODER pour ouvrir une commission parlementaire dont le vote décidera de

l'application ou non de la réforme. Pour récolter ces signatures, outre une alliance avec des syndicats ainsi que des membres de partis politiques de l'opposition, le réseau national est mobilisé et les volontaires de l'ONG sont, la plupart du temps, dans la rue.

- 15 À cette occasion, les interactions entre les volontaires et les passants ont pu être observées, tout comme les paroles spontanées de ces derniers. L'antipathie envers les politiciens en général est très fortement marquée :

« Il faut éliminer tous les politiciens ». « Au diable les politiciens ! » « Au diable tous ces parlementaires ! » « Il faut que les parlementaires disparaissent ». « Les parlementaires ne font rien, la mafia peut se saouler tranquillement en Roumanie, les parlementaires ne font rien ». « Je suis dégoûté des politiciens ». « Je suis très mécontent. Les parlementaires vont rester jusqu'à notre fin ». « Tout le monde au parlement fait la même chose. Alors les autres politiciens font pareil. Ils ne s'intéressent pas aux gens ». « Si je vois un parlementaire dans la rue, je le bats »<sup>25</sup> (avril-mai 2004).

- 16 Cette conception négative peut être aussi liée à l'accaparement de richesses : le pouvoir d'État est, dans ce cas, perçu comme intimement lié à la corruption, à l'enrichissement frauduleux comme l'ont montré à plusieurs reprises les différents commentaires réunis. Les personnes ont pu parler des possessions immobilières des hommes d'État ou encore de leurs entreprises. Ces propos, même s'ils ne couvrent pas une totale réalité, s'appuient, partiellement, sur celle-ci : les relations réelles et/ou imaginaires entre l'accaparement des richesses et la constitution des pouvoirs politiques<sup>26</sup> semblent, sous cet angle, étroites et font l'objet d'accusations très clairement exprimées. C'est un État patrimonial qui se dessine derrière ces représentations.

- 17 Concernant l'ONG, une suspicion est aussi identifiable : bien souvent les passants s'arrêtent pour demander quel parti politique est représenté. Et, on peut observer, lorsqu'ils apprennent que l'opération est menée par une ONG, qu'ils se disent d'accord, ou s'arrêtent simplement pour écouter. À l'inverse, les gens demandent s'il s'agit bien d'une association ou ONG avant même d'aller plus loin. Certains poussent jusqu'à demander l'adresse de l'ONG, par qui elle est financée. Au-delà de cette suspicion et de la différence relevée dans les propos, ce qui compte, ce qui est recherché et attendu, c'est une stricte séparation des partis politiques. Autrement dit, c'est parce qu'elle ne représente aucune de ces organisations de la politique que l'ODER peut espérer recueillir un appui en sa faveur. Prenons un exemple pour illustrer notre propos :

A – C'est pour le vote uninominal ?

Volontaire – Oui.

A – Tu sais, tu es trop jeune, mais c'est une ONG et il y a toujours un intérêt caché, un parti pris derrière.

- 18 En dépit du fait que cette personne a pu signer la pétition cela n'altère en rien sa suspicion sur l'ONG<sup>27</sup>.

- 19 Prolongeons ce premier constat par l'examen des causes du refus d'apposer une signature. Certes, un simple « non » ou un signe gestuel négatif ne sont pas révélateurs des motivations des acteurs. En revanche, lorsque ceux-ci affirment leur accord dans un premier temps puis refusent dans les instants qui suivent, ce choix est souvent accompagné de propos visant à justifier ce revirement d'opinion. Parmi les causes d'un refus, on entend de manière répétitive une appréhension de laisser son nom répertorié sur un papier officiel. Ce constat soulève une impression qui n'est pas fortuite de peur de l'État<sup>28</sup>. Les acteurs disaient clairement que leur nom pourrait être utilisé par d'autres personnes et leurs paroles détournées. Qu'il soit imaginaire ou non, ce sentiment

ambivalent de critique et de crainte montre la difficulté pour l'ONG d'obtenir des signatures chez des acteurs qui sont pourtant eux-mêmes convaincus par cette dernière et, de façon plus générale, explique partiellement les problèmes liés à l'émergence d'une contestation publiquement assumée. Une fois encore, l'État est perçu comme potentiellement dangereux, autoritaire. L'expression de cette représentation peut être illustré ainsi :

A – Je suis d'accord avec ça.

Volontaire – Alors pourquoi vous ne signez pas ?

A – Parce qu'ils sont comme Ceausescu : si cela réussit, alors ils vont amener l'armée et fusiller les gens.

- 20 On pourrait aisément penser que ces propos sont caricaturaux. Il reste néanmoins qu'ils ne sont qu'une forme extrême d'un imaginaire de la figure de l'État et cette représentation, aussi caricaturale soit-elle, ne remet pas en cause le premier constat avancé, dans le sens où politiciens, parlementaires, partis et État sont assemblés dans une totalité négative et, pour cet exemple, dangereuse.
- 21 Du point de vue des personnes interrogées par l'organisation, s'il y a une adéquation qui se réalise avec le projet de l'ODER, c'est par le biais d'une réinterprétation : le projet de réforme du système électoral est ici compris, retraduit comme une opération contre les figures du système politique, représentants d'un État perçu sous des aspects autoritaires et patrimoniaux, c'est même ce qui fonde l'intérêt des personnes pour donner leur accord à un tel projet. Les propos d'une des volontaires illustrent ce constat d'une autre façon : « C'est amusant, quand tu dis aux gens que c'est pour réduire le parlement, ils signent plus facilement ». Il s'opère un décalage entre le projet présenté par l'ONG et les motivations des personnes signataires, ce qui n'attire pas l'attention du personnel de l'ONG. Au contraire, et comme nous allons le voir, ceux-ci ont des explications bien différentes sur le « manque d'implication » de la population à ce projet, et à tous « projets démocratiques » de manière générale.
- 22 Si l'on questionne les membres de l'ODER sur cette difficile relation avec le public, la plupart se représentent, à la différence de leur président<sup>29</sup>, la population civile comme atteinte par une « mentalité communiste » qui les empêcherait de prendre conscience de l'importance des projets<sup>30</sup>. La logique est poussée plus loin lorsqu'on questionne l'apathie des plus jeunes votants pour lesdits projets : une tendance, parmi les propos des personnels d'ONG, caractérise cette même mentalité « héritée par l'éducation ». Ces descriptions s'apparentent dans cette conception à celle d'un *homo sovieticus* resté en apesanteur au-dessus de l'histoire depuis la chute du régime Ceausescu et prennent de surcroît pour argent comptant l'idéologie de l'ancien régime. Les personnes qui insistent le plus dans ce sens sont relativement jeunes (entre 20 et 27 ans) mais on peut aussi observer des discours négatifs sur la population pour d'autres catégories d'âge. On dénigre notamment l'« incapacité à prendre des décisions »<sup>31</sup>. Penchons-nous quelques instants sur le personnel de cette ONG.
- 23 Dans le cadre de l'enquête qui a été menée, quelques récits de vie ont été recueillis, une tâche qui s'est avérée la plupart du temps très difficile. La majorité des acteurs en présence éprouvent de grandes difficultés à se remémorer l'histoire sous l'ancien régime. Tous, parmi ceux qui insistent sur le caractère « communiste » de la « mentalité » de la population roumaine, soulignent la présence de la famille comme une protection de l'ancien régime. À cet égard, il est significatif que certains disent avoir appris ce qu'était le régime de Ceausescu après la chute du communisme. D'un autre côté, il semble que la



référence au communisme ne soit compréhensible au niveau du discours des acteurs que pour souligner leur implication dans « une société plus libre », « meilleure », dans une démocratie. Leur désintérêt pour la période communiste correspond au stigmatisme qu'il impose puisque corollairement la référence à la démocratie est aussi une référence à l'Occident et à ses symboles perçus très positivement par ces individus. Dans ce sens, poser des questions sur un passé communiste revient à fragiliser le rapprochement de l'Occident, ce qui pose problème pour le recueil de discours puisque cet acte remet en cause – involontairement – cette proximité avec l'étranger en remplaçant les acteurs face à cette histoire. Ce passé communiste est toujours perçu négativement, pourtant il ne s'agit pas d'une référence à l'histoire en tant que telle mais plutôt à un imaginaire développé sur l'idée de communisme.

- 24 Ici, une représentation renvoie à une autre : la représentation de l'ancien régime est assignée à celui qui est considéré comme ne partageant pas le projet de « démocratisation ». Cette assignation négative repose sur un procédé d'injection du passé dans le présent, avec un effacement de la conjoncture actuelle, qui fonctionne d'autant plus efficacement que les réalités de l'ancien régime restent relativement méconnues. L'expression utilisée par l'un des acteurs – « Je suis un enfant de la révolution » – montre toute la fragilité de cette représentation qui se dévoile dans cette contradiction entre le fait de ne pas connaître et/ou de ne pas vouloir connaître ce qu'était le communisme et par conséquent la « révolution » (le même acteur précisait à propos de la chute du régime Ceausescu : « Cela ne m'intéresse pas de savoir quel diable est arrivé à ce moment-là ») et l'assignation à cette image négative pour toute personne ne partageant pas les projets de l'ONG qui, par-là, vont à l'encontre d'une reconnaissance sociale du travail de ces acteurs. Ce qui montre aussi l'ambiguïté des incompréhensions qui constituent cette relation. Remarquons qu'en dépit de cette ambiguïté, la projection d'une appartenance « communiste » se prête d'autant plus facilement à l'usage qu'elle fut utilisée par l'opposition pour décrédibiliser le PSD et que l'accusation d'appartenance à la *Securitate* est couramment utilisée comme mode de délégitimation des positions liées à l'État ou aux partis politiques.
- 25 Ce déficit de reconnaissance est aussi le fait d'une vie sociale plus personnelle, hors de l'ONG. Ces managers ne sont pas ou peu reconnus, selon leur propos, au sein de leur famille ou de leurs cercles d'amis. De manière récurrente, on leur reproche de « perdre leur temps », selon la formule : « Tu ferais mieux de gagner de l'argent ». Le manque de reconnaissance n'est pas uniquement global ; il n'est pas uniquement diffus ; il n'est pas seulement celui des ONG par rapport à la population, mais aussi celui de ses membres par rapport aux réseaux d'insertion plus personnelle hors de l'ONG. D'ailleurs, une large part des personnes qu'ils côtoient dans leur vie ne comprennent pas ce que peut signifier cette mobilisation. Toutefois, cet investissement perd de son caractère « inutile » lorsqu'il est considéré comme un emploi, ou encore comme un lieu où l'on fréquente ses amis. Derrière les reproches sur leur investissement, ce sont l'argent et la subsistance qui importent. La « démocratisation » est reléguée à un arrière-plan. La première représentation qui a été soulevée par rapport à cette population est aussi renforcée dans les plages de socialisation des acteurs, où l'argent a une place plus importante qu'un investissement personnel dans une organisation prônant la démocratisation. Soulignons que les représentations négatives, des membres de l'ODER, non seulement recouvrent une situation mais ont aussi tendance à renforcer une relation d'exclusion et d'incompréhension. En somme, les acteurs ne tirent que très peu de gratification sociale



ou plus simplement de reconnaissance de leur travail. Corollairement à la récompense attendue pour les efforts qu'ils mettent en œuvre, qui n'arrive jamais ou que trop rarement, une certaine frustration s'observe de leur part.

- 26 On comprend dès lors mieux qu'au niveau de l'organisation, les commentaires des signataires restent relativement inconnus. Les managers trop peu présents et parfois trop enclins à montrer leurs différences statutaires avec les volontaires – et en corollaire la fragilité de ces mêmes statuts – avec les volontaires ne connaissent pas ces différents points de vue ou les négligent. Notons d'ailleurs qu'ils n'étaient quasiment pas présents<sup>32</sup> lors de cette collecte ou restaient distants des personnes venant poser des questions, montrant par là leur différence de statuts. Quant à la direction de l'ODER, même si sa vision se différencie du reste de l'organisation, elle reste toutefois trop occupée dans des démarches administratives, méthodologiques et manque de données, voire d'outils, pour comprendre ce type de phénomène et chercher une meilleure équation entre ce projet et la perception que peuvent avoir les gens de celui-ci. On peut dire que ces représentations sont sous-estimées et même que la relation ONG/population est complètement effacée, à l'exception de statistiques qui classent selon deux variables : sexe et âge, qui ne reflètent pas le sens de cette réforme. Sans connaître les sentiments d'une population qu'elle est censée représenter, sauf par le biais des sondages<sup>33</sup>, l'ODER reste donc relativement mal armée pour comprendre cette situation.
- 27 Le projet de l'ODER s'achemine en septembre 2003 vers un échec. Mais les dirigeants, forts de l'expérience tirée des échecs précédents, ont déjà devancé cette issue en se liant à des députés de l'opposition. Une commission parlementaire pour l'examen de cette réforme est donc mise en place.
- 28 Un deuxième événement parallèle intervient alors : la réforme de la Constitution pour l'intégration à l'Union Européenne, adoptée par référendum<sup>34</sup>, modifiant le nombre de signatures nécessaires au déclenchement d'une commission parlementaire, qui est réduit de 250 000 signatures à 150 000<sup>35</sup>. Ce changement s'inscrit dans les impératifs de réformes exigées par l'UE dans la perspective de l'intégration ; cette réduction, en particulier, a pour objectif de faciliter le type d'opération que mène l'ODER. Or, alors que l'UE a sur ce point une attitude prescriptive, l'État accepte avec difficulté la prise en compte des acteurs extraparlamentaires locaux ; ce dernier est placé devant une situation paradoxale, un dilemme entre l'acceptation des acteurs non-étatiques (en accord avec les normes démocratiques internationales) et leur refoulement aux marges des processus politiques.
- 29 À cette occasion, l'ODER tente d'éviter l'examen des réformes et de proposer son projet au suffrage universel. Une demande écrite est adressée au président I. Iliescu qui y répond négativement. Cette modification, bien qu'adoptée en réponse à l'UE, a des répercussions importantes pour l'ODER (et pour les ONG en général) : le nombre des signatures amassées par l'ODER est proche à ce moment des 160 000.
- 30 En raison de ces changements, la commission en charge de l'élaboration de la législation électorale se voit dans l'obligation de prendre en compte le programme de l'association par le biais de l'intervention de députés appartenant à l'opposition. Les signatures amassées deviennent du point de vue des lois plus importantes, mais de celui de la commission, elles restent secondaires : elles ont pour seule fonction de maintenir une pression extérieure. Le président de l'ODER et la présidente d'une autre ONG très connue médiatiquement en Roumanie interviennent à la demande du président de la commission, à titre d'analyste politique (c'est-à-dire en déniaient leur qualité de représentants d'ONG),

et ce pour étudier à la fois le projet de l'ODER porté par l'opposition et celui du PSD plus en adéquation avec son poids dans les institutions étatiques<sup>36</sup>. Une projection des résultats probables aux élections avec les modalités réformées de vote est avancée par la seconde experte avec un constat tout à fait différent de celui de l'ODER : si cette modalité de vote est adoptée, alors l'opposition n'entre plus au parlement. Le président de l'ODER commente après coup cet événement :

Ils ont réalisé une projection moins rigoureuse que la nôtre. Deux heures pour faire la projection. Mais ce n'est pas sérieux, non ce n'était pas sérieux, ils n'ont pas fait attention aux distributions (démographiques) pour les régions dans les villes. Et voilà, le président de la commission dit : « Voici une respectable organisation de la société civile qui nous dit que l'opposition n'entre pas au parlement avec cette réforme électorale, ce n'est pas possible, ce n'est pas bien pour la démocratie » (entretien avec le président de l'ODER, novembre 2003).

- 31 Le vote de la commission sera négatif, et pour cela elle évoque de « bonnes » raisons. Malgré la démarche menée par l'ODER, le projet a été sur plusieurs plans neutralisé<sup>37</sup>. D'ailleurs, officiellement le vote de la commission concernait une réforme électorale proposée par les partis politiques de l'opposition et non pas un projet d'ONG. Ce dernier, initialement conçu pour être « une émanation citoyenne » – ce qu'il n'est pas, même s'il vise le citoyen et qu'il a tendance à le devenir par réinterprétation – n'échappe pas aux jeux de conflits et d'alliances politiques. Rappelons que l'objectif tirait sa légitimité de la représentation de la société civile. Or, c'est cette fragile légitimité que l'ODER a dû abandonner pour tenter de faire aboutir ce projet de réforme. Le PSD, de son côté, peut bénéficier à un niveau idéologique de la concertation partielle des « acteurs » de la « société civile ». Le gouvernement a réussi le grand écart entre, d'une part, un comportement démocratique répondant aux normes internationales de la gouvernance en acceptant des acteurs non étatiques<sup>38</sup> dans la gestion politique et, d'autre part, la limitation des velléités de réformes de ces mêmes acteurs extraparlimentaires (ONG, syndicats). En d'autres termes, l'État s'est ajusté aux normes « démocratiques » globales de respect du droit, tout en écartant les acteurs qui essaient de prendre place dans l'espace politique ouvert par la posture qu'il a lui-même adoptée. Ainsi, l'État a répondu aux obligations consécutives aux liens d'interdépendance tissés avec ses partenaires extérieurs et conservé une position en accord avec les attentes de ces derniers, ce qui lui a évité de s'attirer la réprobation des institutions dont il dépend financièrement.
- 32 Le cheminement du projet de l'ODER nous a permis de mettre en lumière quelques éléments liés à l'implication de l'expansion des normes démocratiques. D'autres types de mobilisations moins institutionnalisées prennent aussi forme avec acuité en Roumanie. Penchons-nous sur l'un d'eux qui revêt une importance particulière et une forte ampleur.

## Un « journal normal pour les gens normaux » et un projet politique sui generis

- 33 *Formula As*, hebdomadaire créé en 1992 et s'inspirant, d'après ses fondateurs, des magazines allemands, est assigné par les spécialistes roumains des médias à la catégorie de la presse féminine à fonction normative et pédagogique axée sur la famille et la carrière<sup>39</sup> et qualifié par les milieux intellectuels de « publication pour les coiffeuses et les femmes de ménage »<sup>40</sup>. Avec un lectorat à majorité féminine<sup>41</sup>, il est le périodique roumain à l'audience la plus importante<sup>42</sup>, sa consommation donnant en plus l'occasion à

des relations étroites entre journalistes et public, puisque le contenu est constitué à 20%<sup>43</sup> de correspondances de lecteurs et que l'équipe rédactionnelle rencontre régulièrement ceux-ci, lors de réunions dans diverses localités.

- 34 Petite entreprise créée sans étude de marché, ni programme éditorial ou réseau de diffusion, la revue est l'œuvre de Sânziana Pop, écrivaine et journaliste consacrée dans les années 1960-1970, et d'une équipe formée de ses proches (membres de la famille, amis et anciens collègues) ayant en commun une expérience de déclassement après le tournant politique de 1989, lorsque nombre de professionnels des métiers culturels, jusque-là dépendants des formes de production liées à l'État socialiste (unions de créateurs, maisons d'édition, revues subventionnées) se sont vus tout d'un coup dépourvus de leurs moyens d'existence. Sânziana Pop décrit sa propre situation comme suit :

Vous savez, avant d'être journaliste, moi, j'étais écrivaine. [...] J'ai fondé ce journal parce que je risquais de mourir de faim. Moi, j'ai jeté la littérature à la poubelle, j'ai senti que c'était fini avec les écrivains, en tout cas que c'était fini avec moi en tant qu'écrivain, avec ce que je faisais dans le passé. Tout était en train de s'écrouler dans la rédaction où je travaillais. Je devais faire quelque chose pour ne pas mourir. J'étais désespérée – qu'est-ce que je pouvais faire ? J'avais une famille à nourrir... Et alors je me suis dit : qu'est-ce que je sais faire ? Je sais écrire. Allons voir si on peut faire quelque chose avec mon écriture, avec mon talent [...]. Mes collègues, les écrivains, ils meurent de faim<sup>44</sup>.

- 35 Se constituant, à travers son expérience personnelle, en caisse de résonance pour l'expérience de ses interlocuteurs Sânziana Pop capte et exprime un état d'esprit général. Le fragment cité scelle la séparation avec ses activités professionnelles indissolublement liées au cadre idéologique révolu de « l'humanisme révolutionnaire ». Mais, en outre, son argumentaire joue sur l'identité de mère de famille, assumée et mise en avant comme la « raison dominante » de ses actes. Ses affirmations devant les lecteurs de *Formula As* se concentrent sur une identité partagée avec eux : comme eux, elle est responsable de la survie des siens, elle doit faire face à une situation difficile, et cela prend le devant sur le statut de créateur. Ce n'est pas l'écrivaine qui s'adresse aux lecteurs, puisque la référence y est faite au passé, mais la mère de famille devant survivre dans un environnement économique et social dont les règles changent brusquement. Depuis sa semi-reconversion professionnelle, Sânziana Pop n'a d'ailleurs plus rien publié et ses volumes n'ont pas été réédités, mais elle est toutefois un nom reconnu dans les médias roumains<sup>45</sup>.

- 36 Quelle est donc la « formule » de ce succès inattendu de son entreprise de presse ? Quelle est l'offre adressée au public par ce journal et qu'est-ce qui fait qu'il soit lu par un si grand nombre de personnes ?

Nous avons décidé de faire un journal normal, pour les gens normaux. Et Dieu sait combien, de nos jours, il est devenu difficile d'être normal : de ne pas exagérer la misère sociale, le fanatisme politique, le goût pour la violence et les sujets sordides. Le sens de la normalité, c'est la capacité de porter un dialogue, qui ne soit ni un dialogue spécialisé, d'élites, ni un dialogue vulgaire, dominé par les valeurs de la rue, qui se sont si violemment imposées après la révolution, mais un dialogue à travers lequel ceux qui écrivent et ceux qui lisent soient réciproquement utiles. [...] Nous avons appris à écouter, à prêter l'oreille à l'être de nos lecteurs, pour comprendre leurs pensées et leurs sentiments (*Formula As*, n° 100).

- 37 Ces propos ne font sens que si l'on prend en compte le fait que, pendant la première décennie postcommuniste, la scène médiatique roumaine a été dominée par des conflits violents entre factions politiques et par des disputes entre groupes d'intellectuels. D'après les spécialistes, la presse des années 1990 présenterait les symptômes d'un « journalisme

pré-professionnel et immature » (Gross, 1998 : 115), très polémique, sans visée informative, orientée vers les sujets de scandale, la persuasion, la direction d'opinion, voire la manipulation<sup>46</sup>.

- 38 La « normalité » envisagée par Sânziana Pop se situe par rapport à un double symétrique négatif, qui apparaît dans ses discours d'abord sous le nom de « réforme », plus tard sous celui de « transition » :

« ... L'ogre de la transition », « cette période plus noire que le fond du chaudron », « qui fait perdre la raison et les sentiments », qui « rend les gens ignobles » et « leur fait perdre toute trace d'humanité », quand « le cirque remplace la fête » sous les attaques du « mauvais goût, de la vulgarité et de l'obscénité »... Non en dernier lieu, ce paysage est peuplé de « politiciens ayant perdu toute vocation de l'idéal ». Mais, selon Sânziana Pop, la « normalité » a perduré « là-bas, où les grands du jour n'arrivent jamais, chez les humbles et les inconnus » (*Formula As*, n° 153).

- 39 C'est à eux que sa démarche s'adresse, essayant d'offrir des repères pour dépasser la « crise morale » et pour l'emporter dans leur vie quotidienne. Il est facile de dépister dans cette entreprise, à la lumière notamment des remarques introductives de cet article, l'appropriation de l'idéologie de la « pathologie sociale » qui caractériserait la situation actuelle de la Roumanie. Ce qui frappe, c'est la déconnexion sous-entendue par ses propos entre la société et les expériences que celle-là traverse : lorsqu'elle décrit les aspects négatifs, Sânziana Pop s'y réfère comme à une pathologie extérieure et subie, situant les personnes auxquelles elle s'adresse – et se situant elle-même aussi – en dehors de la situation, faisant comme s'il était impossible d'avoir quelque emprise que ce soit sur les événements vécus. La « solution » qu'elle semble envisager est celle d'une résistance intérieure, au nom des « vraies » valeurs prêchées dans la revue.

- 40 Pendant les premières années d'existence du journal, Sânziana Pop se chargeait elle-même de presque tout l'ensemble de la conception, en relisant chaque page, réécrivant des articles, signant sous un pseudonyme certaines rubriques et entretenant un dialogue constant avec les lecteurs. Afin de ne pas perdre contact avec eux, elle les engage sans cesse à communiquer, à donner leur opinion sur la revue, à faire des suggestions et des critiques, prenant soin à chaque fois d'y répondre et d'en tenir compte. Qui plus est, dans une véritable entreprise de séduction, elle leur adresse des vœux à l'occasion des Pâques et de Noël, les remercie pour leurs lettres et coups de téléphone, sollicite des suggestions pour de nouvelles rubriques et thématiques, s'excuse auprès d'eux au nom de la rédaction pour le fait de ne pas avoir édité la revue lorsqu'une semaine de neige avait bloqué la circulation dans tout le pays (*Formula As*, n° 63), pour le retard, dû à un déménagement, des réponses à leur correspondance (*idem*, n° 77), pour avoir laissé passer des fautes d'orthographe (*idem*, n° 144)<sup>47</sup>, même pour l'augmentation du prix de la publication (*idem*, n° 90)<sup>48</sup>.

- 41 À travers de tels messages inhabituels dans la presse classique mais abondants à *Formula As* et qui peuvent souvent prendre la forme de la confession autobiographique et de la profession de foi, Sânziana Pop transmet toute une philosophie structurée autour de « la famille, le métier, la tradition, la communauté, la foi »<sup>49</sup>, dessinant un univers de références conservatrices et typiquement populistes, de valeurs passéistes et autochtones tournant autour du patrimoine et de la religion entendus comme sources d'équilibre. En même temps, elle fait passer dans le journal ce qu'elle appelle son « style personnel » fait de « féminité, sentimentalité et tendresse »<sup>50</sup>, relevant donc de la norme traditionnelle du genre, qu'elle endosse et dont elle se sert à des fins de légitimation, puisqu'elle assume la posture de directeur de consciences :

Nos lecteurs, comme tous les Roumains d'ailleurs, ont réellement besoin d'affection, de quelqu'un qui les comprenne, qui les rassure, qui les aide, si possible [...]. Les gens ont besoin d'être soutenus pour résister aux changements impétueux et confus auxquels ils ne comprennent rien. La mentalité change difficilement, notamment lorsque la réalité contredit les beaux propos. Il faut expliquer aux gens ce qui se passe, gagner leur confiance (Formula As, n° 357).

- 42 Afin de montrer la construction de ce cadre idéologique, il est utile de retracer ici l'histoire de la communication entre les lecteurs et la rédaction, trois étapes ayant pu être identifiées.
- 43 Les incitations à écrire adressées par Sânziana Pop aux lecteurs suscitent assez tôt une réaction sous forme de messages dont le contenu s'inscrit dans l'univers du « courrier du cœur ». Pendant les premières années d'existence du journal, les messages des « orphelins d'amour<sup>51</sup> » sont publiés toutes les semaines sous le chapeau « S.O.S. », accompagnés d'une réponse de la directrice, qui incarne la figure du « médecin des âmes » et conseille des personnes en mal d'amour, de confiance en soi, de communication avec leurs proches. Les questions adressées s'inscrivent parfaitement dans l'univers de cette rubrique classique des magazines féminins : l'adolescence difficile, marquée par des complexes d'infériorité, des relations conflictuelles avec les parents, la découverte de la sexualité ; les problèmes de communication dans le couple, le triangle conjugal, le doute ou l'impossibilité de choisir. Sânziana Pop répond à chacun, elle tente de proposer des solutions, dans certains cas elle recommande l'appel à des spécialistes et à des institutions à même de fournir des avis compétents. Souvent, elle propose que la correspondance continue, qu'on la tienne au courant de l'évolution de la situation et de la solution éventuelle du problème.
- 44 Ce sont, entre autres, les réponses emphatiques à ces messages qui lui donnent l'occasion de se livrer à de nombreux témoignages personnels et qui laissent s'exprimer son credo professionnel et humain, grâce auquel elle sera perçue comme un être d'exception et investie d'un espoir sans limite, voire considérée par ses lecteurs comme la seule interlocutrice légitime, telle Ménie Grégoire à une autre époque et depuis une autre tribune<sup>52</sup>.
- 45 Une fois bâti ce capital de confiance, les messages qui lui sont adressés commencent peu à peu à changer de contenu et décrivent des expériences qui sortent du cercle des troubles sentimentaux : des femmes abusées écrivent pour lui demander conseil ou pour se renseigner sur les lois et les institutions à même de fournir de la protection ; d'autres lancent des cris de désespoir décrivant des situations de crise professionnelle (licenciement, chômage, impossibilité de trouver un emploi), des problèmes de santé et des expériences quotidiennes de pauvreté extrême. Peu à peu, les « orphelins d'amour » disparaissent de la page « S.O.S. » cédant le pas à des thématiques relatives au déclassement social, à la pauvreté, à la dégradation du niveau de vie. Leurs messages rendent compte d'une manière particulièrement saisissante des phénomènes sociaux à l'œuvre depuis le tournant politique des années 1990 et des expériences psychologiques qui leur sont associées, illustrant dans un langage cru les « réalités statistiques » telles que la diminution de la protection sociale et la disparition de la sécurité de l'emploi et du logement, l'insuffisante prise en charge de la santé et de l'éducation, la montée du chômage et de la pauvreté, soit autant de thèmes qui peuvent faire l'objet d'une mobilisation plus large et plus forte du lectorat du journal.

- 46 L'ampleur et la diversité des plaintes dépassant rapidement les compétences logistiques et morales de la rédaction, les appels sont publiés tels quels et les lecteurs incités à intervenir selon leurs possibilités, afin de trouver des solutions aux cas décrits. Les messages de personnes en difficulté donnent d'abord occasion à des reportages et, puisque le public s'y montre sensible, une démarche d'entraide sera peu à peu mise sur pieds :

La publication de la lettre intitulée « Nous ne mangeons qu'un demi pain par jour » a eu un écho exceptionnel parmi nos lecteurs. Des dizaines d'appels téléphoniques et de lettres adressées à la rédaction prouvent que la souffrance des malheureux peut encore éveiller la compassion et la solidarité qui n'ont pas encore complètement disparu. Ceux d'entre vous qui désirent mettre en pratique leurs bonnes intentions peuvent nous contacter pour qu'on organise une démarche commune<sup>53</sup>.

- 47 Plusieurs pages de la publication se transforment par la suite en lieu de communication entre les lecteurs<sup>54</sup> : « la famille des lecteurs de *Formula As* » est née<sup>55</sup> et, avec elle, une véritable institution de charité<sup>56</sup>, qui gère des donations (en argent, aliments, médicaments, objets utilitaires divers, mais aussi des services et même des offres d'emploi) à l'intention des personnes en difficulté. Des messages de gratitude, tout comme des comptes-rendus détaillés expliquant la distribution des aides, sont publiés tous les mois.

- 48 Quelques initiatives récentes supposent une prise de position et une intervention publique de ces lecteurs. Voilà ce que clamait un message publié en 2001 dans la page « S.O.S. », sous le chapeau « La lettre de la semaine » :

Allons faire travailler cette force humaine authentique pour résoudre les problèmes sociaux de la transition. Il faut que la revue soit le relais dynamique entre les problèmes des citoyens, leurs propositions et leurs réactions, et ceux en mesure de les résoudre. Il faut obliger les autorités à réagir ! (*Formula As*, n° 477).

- 49 Après une première tentative, datant de 1999-2000 et restée sans grand effet, qui consistait à collecter des signatures pour faire entrer dans l'agenda du Parlement roumain une loi pour la protection des animaux, une mobilisation plus ample des lecteurs a eu lieu à partir du printemps 2002, qui visait à arrêter un projet d'exploitation industrielle dans une région de Transylvanie. Abritant des réserves écologiques et des sites archéologiques de l'époque romaine, Roșia Montană était en danger d'être rasée et sa population déplacée pour permettre une exploitation de minerais d'or. Des reportages axés sur l'idée de lieu de mémoire, mettant en jeu des mythologies identitaires (héritage romain et préromain, les Monts Apuseni comme endroit originaire de quelques figures du panthéon national), ont d'abord annoncé le lancement du projet, les réactions des lecteurs ne tardant pas à faire leur apparition. Dans le numéro 505 (mars 2002), sous l'intitulé « Arrêtez le désastre ! », une page autre que l'habituelle page « S.O.S. » est réservée aux messages suscités par le reportage : les cinq premières lettres publiées appartiennent à deux femmes, deux hommes et un groupe d'habitants d'une localité voisine de Roșia Montană. S'emparant de l'argumentaire selon lequel « c'est là que l'histoire roumaine est née », les lecteurs demandent que la revue continue sa démarche d'information sur le sujet et suggèrent aussi que soit démarré un combat contre le projet d'exploitation, évoquant le précédent de la campagne pour la protection des animaux. Les correspondants lancent l'idée d'une protestation collective et critiquent les élites corrompues, identifiées de cette manière comme des figures de l'ennemi de l'identité roumaine. Les numéros suivants réservent constamment une place aux textes consacrés



au sujet de Roșia Montană : des interviews avec des spécialistes (biologistes, historiens, géographes, ingénieurs et chercheurs roumains, mais aussi journalistes, investisseurs et experts étrangers) présentent les diverses facettes sous lesquelles l'initiative est discutée, voire désastreuse. D'autres reportages insistent sur la valeur patrimoniale des vestiges archéologiques de Roșia Montană et accusent d'indifférence les institutions publiques, le ministère de la Culture et l'Académie roumaine notamment. Des lettres de lecteurs formulent, toujours plus vivement, l'idée de la solidarité pour combattre le projet et faire opposition aux décisions du gouvernement. Au nom de l'histoire héroïque et de la beauté du pays dont ils se font les défenseurs, ils adressent des lettres ouvertes aux autorités (c'est le cas de plusieurs groupes d'habitants des villages voisins de Roșia Montană), organisent des débats publics (un groupe d'enseignants et étudiants de l'Académie des études économiques de Bucarest) et soutiennent l'idée d'une action collective par le relais de la revue.

- 50 Dans le n° 510, quelqu'un formule une proposition pratique pour la mobilisation collective :

Le moment est venu de démontrer que nous ne permettons pas que notre vie, notre histoire et notre âtre soient foulés aux pieds. Pour ne pas perdre de temps, voilà ce qu'il faudrait faire : que la revue publie un talon pour recueillir des signatures de protestation contre ce qui se passe à Roșia Montană [...]. Ensuite, je propose que les talons signés soient envoyés à l'adresse de la rédaction et centralisés, et les listes remises au président de la Roumanie, au Premier ministre, aux deux chambres du Parlement, à d'autres autorités, par exemple à l'Union Européenne. Il faudrait aussi qu'une fondation soit créée et un fonds pour permettre l'embauche de spécialistes (avocats, experts) qui soutiennent les habitants en lutte contre la compagnie. Un compte de souscriptions peut être ouvert dans ce but, le rapport sur les sommes ramassées et leur gestion étant publié périodiquement dans la revue, d'après le modèle de la page « S.O.S. ». [...] Unis, décidés et ayant Dieu avec nous, nous réussirons. Allez, les amis, laissons les lamentations et abaissons ces voyous qui croient pouvoir nous humilier à l'infini.

- 51 L'idée sera mise en pratique à partir du numéro 524 (juillet 2002), lorsque Sânziana Pop signe un petit texte expliquant comment remplir le talon et affirme l'intention d'adresser un mémorandum à la Commission européenne. En plus, elle signe aussi un message intitulé « Roșia Montană ne mourra pas », qui concentre les principes de l'engagement et reformule les idées au nom desquelles l'action est menée :

... nous inaugurons aujourd'hui notre campagne de collecte de signatures vouée à sauver l'intégrité écologique, spirituelle et historique d'une région des monts Apuseni, Roșia Montană. Les menaces planant sur elle vous sont connues des pages que notre revue lui a consacrées, remplies d'ailleurs de vos impressionnants messages de soutien. C'est votre accord moral qui nous encourage à mener au bout ce combat animé exclusivement par l'amour commun envers notre pays, ce don céleste, envers sa beauté, sa richesse, son histoire...

- 52 D'autres publications se joignent à la démarche : un quotidien local transylvain annonce avoir collecté quelques milliers de signatures et, adoptant le langage de la guerre, se propose comme « tête de pont à Târgu Mureș » (n° 526) ; le rédacteur en chef d'un journal de Moldavie remarque le silence « suspect » du « reste de la presse », qui ignore le sujet, et demande la permission de republier l'appel de Sânziana Pop et le talon d'adhésion (n° 529). Le 28 juillet 2002, l'association *Alburnus Maior* (portant le nom antique de la localité menacée) organise une manifestation à Roșia Montană, avec 400 participants et 50 intervenants, parmi lesquels sont cités des représentants de la chaîne ARTE et de



l'organisation Greenpeace, ainsi que de 15 ONG (n° 527). Les échos de la campagne s'amplifient, le journal enregistrant soigneusement chaque manifestation de soutien. Des débats ayant eu lieu dans plusieurs universités sont mentionnés dans le n° 529, tandis que les n°s 558, 564, 568 rendent compte d'une série de discussions et d'études lancées par plusieurs sections de l'Académie roumaine, qui contestent à leur tour le projet industriel, le président du haut lieu des sciences roumaines affirmant le rôle de « gardien de l'identité et des valeurs » assumé par l'institution qu'il dirige et contestant toute raison pragmatique pouvant soutenir l'exploitation. En été 2003, *Formula As* dénonce la collaboration des autorités ecclésiastiques locales avec la compagnie industrielle : l'évêque orthodoxe Andrei de Alba a approuvé la démolition des églises de Roșia Montană et le déplacement des cimetières, ce qui fournit au reporter l'occasion de rappeler les destructions de monuments opérées à l'époque communiste sans susciter aucune réaction de la part des dirigeants de l'Église orthodoxe (n° 559). Tandis que le patriarche refuse de se faire interviewer, six hauts prélats formulent des messages pour se démarquer du geste de l'évêque « traître », qui sont publiés dans le n° 564. Des témoignages réguliers des « lieux de bataille », des entretiens avec les membres de l'association *Alburnus Maior* et des reportages tentant de prendre le pouls des hostilités sont offerts aux lecteurs, leur communiquant le fait que les autorités tiennent un double discours et infligent des gestes d'intimidation aux habitants qui refusent toujours de négocier la vente de leurs propriétés (n° 573). Dans la page réservée aux réactions des lecteurs, certains s'insurgent contre l'attitude des autorités et des clercs, d'autres continuent à chercher des moyens d'agir efficacement pour contrecarrer leurs actes : une équipe d'universitaires propose que la localité soit inscrite sur les listes du patrimoine de l'UNESCO, une ONG (PATRIR, œuvrant dans le domaine de la conservation du patrimoine) veut organiser un référendum national. Des messages de l'étranger arrivent aussi, attestant de la sensibilisation d'un nombre toujours croissant de personnes et d'institutions au sujet de Roșia Montană : en Allemagne, un musée de l'industrie minière ouvre une exposition temporaire présentant des outils et des pratiques en provenance du site transylvain. Le 25 septembre 2003, une nouvelle manifestation est organisée par l'association *Alburnus Maior* avec l'appui des autorités locales et des ONG et la participation de quelques centaines de personnes. Enfin, lors de la réunion de l'équipe de *Formula As* avec ses lecteurs à Cluj, en novembre 2003, le sujet de Roșia Montană est évoqué par des membres d'ONG venus y assister, offrir des fleurs à Sânziana Pop et la féliciter pour l'implication dans la protection du patrimoine. Le chiffre de 120 000 adhésions a été avancé à ce moment-là, la directrice affirmant sa confiance en la réussite de la campagne, puisque « la cause est juste » et que « le moment d'inertie a été dépassé ». Le dernier article publié en 2003 à ce sujet mentionne un appel envoyé au gouvernement de la Roumanie par « 1 050 savants internationaux », ainsi que des initiatives de contestation du projet d'exploitation industrielle lancées par la Société nationale roumaine de géographie, l'Institut de droit européen, le Conseil mondial des monuments, le Parlement européen, la Commission européenne, les organisations Opération villages roumains, Greenpeace, Friends of the World<sup>57</sup>.

- 53 Les échanges autour du journal relèvent de l'engagement dans un projet voué à amortir les défaillances institutionnelles. C'est la souffrance individuelle qui, dans un premier temps, suscite l'empathie des lecteurs et les incite à agir pour aider leurs proches en situation de détresse sociale. Un réseau d'entraide efficace prend forme, bien que mouvant et invisible, qui fait d'abord que la revue fonctionne comme un média caritatif et

qui finit par s'institutionnaliser en tant que fondation d'œuvres sociales. Sa dimension pratique mise à part, le rassemblement structuré autour de la publication revêt aussi un caractère politique évident. « Communauté imaginaire » (Anderson, 1996) dont Sânziana Pop est le personnage structurant, ce phénomène semble s'inscrire dans la typologie des rapports populaires au politique, parce qu'il reste en marge de l'espace public, tout en conférant une identité commune à certaines catégories de citoyens démunis de l'accès à la parole, qui se perçoivent comme tels mais qui éprouvent en même temps le besoin de participer au débat sur leur société<sup>54</sup>. Comme l'attestent les initiatives récemment promues par la revue, le public de *Formula As* tend à constituer un groupement social à la fois virtuel et réel assumant ce statut et formulant une demande collective. Au-delà des dimensions populistes de l'entreprise et du caractère conservateur de l'idéologie mobilisée, le phénomène de genèse de cette communauté témoigne de la structuration, à travers la pratique sociale et la vie quotidienne, d'un mouvement politique, en dépit même de l'évacuation de la dimension politique par le projet des journalistes (qui prônent l'« apolitisme », voire même l'« antipolitique »). Prenant sens dans une solidarité, d'abord fictive, des déclassés de la transition qui se reconnaissent dans le portrait fait par un porte-parole *ad hoc*, la mobilisation des lecteurs témoigne du travail de l'empathie et de l'émotion dans la construction du lien social et aboutit à une solidarité réelle, matérialisée de façon intermittente, qui trouve son expression achevée dans une entreprise de revendication identitaire, de protection des symboles de l'autochtonie mis en danger par la mauvaise gestion de l'État et par un ensemble d'« ennemis » qui apparaissent au long du développement du mouvement.

## Conclusion, questionnements

- <sup>54</sup> Récapitulons ce que nous montrent ces deux études de cas. L'ONG, tout d'abord, se trouve à l'interface du local et du global. Sa volonté de réforme pédagogique s'inscrit de façon paradigmatique dans les initiatives de création de la « société civile » sous une impulsion d'entreprises transnationales et internationales, relevant d'une idéologie globale selon laquelle les organisations seraient les « incubateurs de la démocratie » et les « enfants chéris » de la démocratisation. Une incantation qui relève de la tautologie plus que de l'analyse mais qui a le mérite de souligner le fait que ces organisations sont considérées avec une importance certaine à différentes échelles de pouvoirs.
- <sup>55</sup> Toutefois, n'étant ni un parti politique ni un syndicat, l'ODER ne possède pas d'assise profonde dans la société englobante, l'université mise à part. Là n'est d'ailleurs pas son but puisqu'elle se définit et doit se définir, en concordance avec les exigences des bailleurs de fonds, selon un modèle lobbyiste. Le soutien de la population ne vient qu'à la fin de son parcours, le programme étant déjà préalablement défini dans le cadre des règles de politique de « développement démocratique ». La confrontation avec l'État et le Parti social-démocrate advient selon un processus qui laisse entrevoir le profil d'une institution néopatrimoniale qui a la capacité de s'inscrire dans les nouvelles obligations des normes internationales en acceptant la discussion avec les ONG tout en jouant de manière fine pour éliminer au fil du processus ce même « partenaire ». On constate que l'importation d'un modèle d'ONG et de modèles d'action du type d'un lobby a une efficacité relativement limitée face à un État qui reste l'acteur politique le plus puissant d'une telle politique de changements institutionnels. La politique de démocratisation plus large, à vocation globalisante, dans laquelle est inscrite l'ODER trouve ses limites face à

l'État dont la nature tient une place centrale dans le phénomène décrit. Dans cette ONG, l'internalisation de normes et prescriptions exogènes a pour corollaire une frustration des membres subalternes dont les efforts n'aboutissent pas – pour eux – à une reconnaissance statutaire, ce qui les amène à stigmatiser la population qu'ils sont censés représenter. Ils tentent de s'extirper de cette autochtonie marquée par la négativité, en l'occurrence par le manque d'« esprit démocratique » dans le sillage du discours international (dont la notion de transition est un autre relais). Cette opération est fragile et vouée à l'échec car la distanciation de la société ne peut devenir rupture. Le rapport au communisme que tentent de créer les managers entre dans cette logique. Pourtant, l'ODER qui veut à la fois réduire le pouvoir des partis politiques face à celui des citoyens, partage avec son public l'identification d'un ennemi particulier : le PSD et les personnages peuplant un univers politique perçu comme extérieur à la société. Plus généralement, si les ONG sont considérées comme issues de la société civile, alors qu'en est-il des citoyens s'ils ne sont pas inclus dans ces associations et fondations ?

- 56 C'est le journal qui peut, peut-être, fournir une réponse à cette question. Celui-ci est, à son origine, une activité commerciale qui par un cheminement original devient mouvement social fait d'un mélange de solidarité virtuelle et concrète. Le premier pivot de cette « épopée » passe par « l'accaparement » progressif du « courrier du cœur », qui devient en quelque sorte le courrier des plaintes. Il n'est pas anodin que les lettres surpassent rapidement les capacités logistiques. L'orientation des messages laissés montre un investissement des acteurs sur des points essentiels à leurs existences et une forme de revendication partagée. La fondation de prestations sociales vient en prolongement du processus, en tant que forme aboutie du positionnement des acteurs sur des points particuliers, tout cela se réalisant dans un évitement volontaire de la politique. Il faut noter la place essentielle que joue la directrice : par sa réactivité et ses prises de position, dans le journal ou concrètement lors de réunions avec les lecteurs, cette prophétesse de la transition s'inscrit dans un registre traditionaliste de représentation de la féminité, jouant sur des références ayant trait à l'affectif, à la sensibilité, à l'investissement sur le privé et la famille.
- 57 Le journal semble combler le vide laissé non seulement par les ONG, mais aussi par le système censé refléter, dans une certaine mesure du moins, les revendications partagées des citoyens. Insistons sur ces propos car les institutions politiques y ont une image très négative : le journal ouvre une brèche qui donne la possibilité d'ouvrir publiquement le débat, en donnant l'illusion de se tenir à distance de l'État.
- 58 Le deuxième pivot, partagé par les lecteurs, est une référence à l'autochtonie, à l'identité qui vient cimenter la « communauté imaginaire », à côté d'autres références comme la famille, la foi, etc. Toutes participent de la mise en œuvre d'une stratégie de résistance contre le « mauvais » présent et, à mesure que se développe la mobilisation, les ennemis deviennent de plus en plus identifiables, ils sont présents partout et renforcent le sentiment des lecteurs : les prêtres « traîtres », les politiciens apathiques et corrompus, les médias qui ne reportent pas l'action ou très peu, la firme voulant exploiter le terrain qui est produit en terreau de l'identité roumaine. L'intégration du passé comme du présent sans en culpabiliser pour autant les acteurs entrent dans la logique dominante de la mobilisation, celle d'une réhabilitation identitaire. On peut formuler à titre d'hypothèse que cette réhabilitation est corrélative de l'image négative du pays dans le monde, la mobilisation participant ainsi d'une gestion de l'identité qui redevient positive. Paradoxalement, ce n'est qu'en fin de parcours que les ONG apparaissent : elles mobilisent

un réseau transnational qui intervient en faveur du mouvement social coagulé par *Formula As* et le rapprochent des normes globales, notamment l'écologie et la patrimonialisation.

- 59 Enfin, plus globalement, la présence de l'État et de son illégitimité est remarquable pour les deux entreprises, la fonction et la nature de celui-ci sont primordiales pour mettre en lumière les configurations sociopolitiques actuelles de la Roumanie. Deuxièmement, les interventions externes d'exportation de la démocratie par le biais d'ONG phagocytent, dans une certaine mesure, les tentatives de réformes internes en imposant un carcan idéologique occidental-centré. Troisièmement, l'évolution de *Formulas As* devient très clairement identitariste, ce qui est étroitement lié à la position reléguée qu'occupe la Roumanie dans les nouvelles formes d'intégration (UE en particulier). Mais l'émergence de cette mobilisation met en avant un véritable problème de coordination et de représentation sur le plan politique : c'est-à-dire de souveraineté populaire : un concept que les agences de développement démocratique évitent avec grand soin car leurs interventions pourraient être éventuellement perçues comme des ingérences, ce qu'elles sont.
- 60 Deux questions ressortent finalement de cette analyse conjointe : si la démocratisation par les ONG a une existence très limitée, même s'il y a des efforts conséquents produits par des acteurs au niveau local, alors on est en droit de se demander quel est son but. Aussi, dans une configuration où l'État semble jouer sur la démocratisation plus comme une forme d'allégeance externe qu'à un projet interne, dans une configuration où la Roumanie et l'identité roumaine font l'objet d'un processus de déclassement, peut-il exister une autre issue que la perspective identitariste quand une partie de la population en vient à investir la place publique par d'autres biais que ceux des ONG et des partis ? La question est ouverte mais les deux pistes apparaissent néanmoins en Roumanie dans le contexte d'aujourd'hui.
- 61 Pour qu'un tel éclairage soit possible une mise en perspective d'espaces sociaux non contigus et de phénomènes sociaux hétérogènes et a priori sans rapport s'avère nécessaire. C'est là un des enseignements des travaux que nous a légués Gérard Althabe.

## BIBLIOGRAPHIE

ALTHABE G., (entretien avec M. Selim), 1991. « Désacraliser l'entreprise : un terrain ethnologique banal », *Journal des anthropologues*, 43-44 : 17-21.

ALTHABE G. (entretien avec L. Bazin), 1999. « Un paysage incertain, la Roumanie post-communiste », *Journal des anthropologues*, 77-78 : 35-51.

ALTHABE G., 1999. « Postface : În loc de concluzie, interviu cu Gérard Althabe [En guise de conclusion, entretien avec Gérard Althabe] », in NICOLAU I., POPESCU I., *O stradă oarecare din București* [Une rue quelconque de Bucarest]. Bucarest, Nemira.

ALTHABE G., MUNGIU-PIPPIDI A., 2004. Les villages roumains entre destruction communiste et violence libérale. Paris, L'Harmattan.

- ALTHABE G., SELIM M., 2004. « Mondialisation, communisme et colonisation », *Journal des anthropologues*, 98-99 : 11-14.
- ANDERSON B., 1996. *L'imaginaire national*. Paris, La Découverte.
- ANTOHI S., 1998. « Les Roumains pendant les années 90. Géographie symbolique et identité sociale », *Transitions. Ex-Revue des Pays de l'Est*, XXXIX(1) : 111-134.
- BARBU D. (éd.) 2000. *Firea românilor* [La nature des Roumains]. Bucarest, Nemira.
- BOURDARIAS F., HOURS B. & LE PALEC A., 2003. « Les ONG : médiations politiques et globalisation », *Journal des anthropologues*, 94-95 : 7-11.
- CARDON, D., 1997. « Chère Ménie... - Émotions et engagement de l'auditeur de Ménie Grégoire », in BEAUD P. et alii (dir.), *Sociologie de la communication*. Paris, Réseaux – Communication, technologie, société : 843-880.
- CHELCEA L., LĂȚEA P., 2000. *România profundă în comunism. Dileme identitare, istorie locală și economie secundară la Sântana* [La Roumanie profonde pendant le communisme. Dilemmes identitaires, histoire locale et économie secondaire dans le village de Sântana]. Bucarest, Nemira.
- CÎRSTOCEA I., 2002a. « Formula As : La parole politique des sans voix », in LAGRAVE R.-M. et alii (dir.), *Dissemblances. Jeux et enjeux du genre*. Paris, L'Harmattan : 225-238.
- CÎRSTOCEA I., 2002b. « Raisons d'écrire, raisons de lire : la presse féminine en Roumanie postcommuniste », *Transitions. Ex-revue des Pays de l'Est*, XLIII(51)<sup>o</sup> : 153-179.
- CÎRSTOCEA I., 2004. « Contribution à une sociologie de la "transition" roumaine à travers le prisme de la condition féminine et des représentations de la féminité », thèse de doctorat en sociologie, EHESS, sous la dir. de Francine de Muel-Dreyfus.
- CODIȚĂ C., MIROIU M., PASTI V., 1996. *România - Starea de fapt* [La Roumanie – état de fait]. Bucarest, Nemira.
- COLAS D. (dir.), 2002. *L'Europe post-communiste*. Paris, PUF.
- DOBRY M., 2000. « Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, 50 (4-5) : 585-613.
- DURANDIN C., 2000. *Roumanie : Un piège ?* Hesse, Saint-Claude-de-Diray.
- FOREST M., MINK G. (dir.), 2004. *Postcommunisme : Les sciences sociales à l'épreuve*. Paris, L'Harmattan.
- GAUTHIER M.-V., 1999. *Le cœur et le corps. Du masculin dans les années 60*. Paris, Imago.
- GROSS P., 1998. *Colosul cu picioare de lut* [Le colosse aux pieds d'argile]. Iași, Polirom.
- GRUNBERG L., 2000. « Women's NGOs in Romania », in GAL S., KLIGMAN G. (eds.), *Reproducing Gender. Politics, Publics and Everyday Life after the Socialism*. Princeton, New Jersey, Princeton University Press : 307-336.
- HOURS B., 1998. *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan.
- HOURS B., SELIM M. (dir.), 2003. *Solidarités et compétences. Idéologies et pratiques*. Paris, L'Harmattan/IRD.
- INSTITUT NATIONAL POUR LES STATISTIQUES, 2001. *Tendințe sociale* [Tendances sociales]. Bucarest, UNICEF.

LAIGNEL-LAVASTINE A., 1992. « Roumanie : l'introuvable société civile », *La nouvelle alternative*, 28 (déc.) : 46-50.

LHOMEL E., 2001. « Roumanie 2000-2001. Un nouveau départ ? », *LeCourrier des pays de l'Est. Politique, économie et société*, 1016 (juin-juillet) : 164-177.

LHOMEL E., DEVAUX S., 2001. « La vie associative. Les cas roumain et tchèque », *LeCourrier des pays de l'Est. Politique, économie et société*, 1019 (oct.) : 16-34.

LIICEANU A., 2000. *Nici alb, nici negru. Radiografia unui sat românesc, 1948-1998* [Ni blanc, ni noir. Radiographie d'un village roumain, 1948-1998]. Bucarest, Nemira.

MIHAILESCU V., 2000. « La maisnie diffuse, du communisme au capitalisme : questions et hypothèses », *Balkanologie* IV(2) : 73-90.

PETCU M., 2000. *Tipologia presei românești* [Typologie de la presse roumaine]. Iași, Institut ul European.

PIROTTE G., 2003. Une société civile postrévolutionnaire. Le nouveau secteur ONG en Roumanie. Le cas de Iași. Louvain, Academia Bruylant.

PNUD, 2001-2002. *România după un deceniu de tranziție. Raportul național al dezvoltării umane România 2001-2002* [La Roumanie après une décennie de transition. Rapport national du développement humain, Roumanie 2001-2002]. Bucarest, PNUD.

RAGARU N., 2000-2001. « Les avatars de l'aide internationale dans les Balkans », *Revue internationale et stratégique*, 40 (hiver) : 49-66.

RIST G. (coord.), 2002. *Nouveaux cahiers de l'IUED*, 13 (Les mots du pouvoir).

SANDU D., 1999. *Spațiul social al tranziției* [L'espace social de la transition]. Iași, Polirom.

VERDERY K., 2003. *The Vanishing Hectare: Property and Value in Postsocialist Transylvania*. Cornell, Cornell University Press.

## NOTES

1. Ce texte résulte d'un colloque organisé à Bucarest et financé par l'Agence universitaire francophone (« Nature et fonctions des ONG en Roumanie », le 28 novembre 2003, sous la direction de B. Hours). Il réunit nos contributions respectives (A. Heemeryck, « Les ambiguïtés d'une position d'intermédiation : l'exemple d'une ONG de démocratisation », I. Cîrstocea, « Femmes et construction invisible du politique en Roumanie postcommuniste ») et a bénéficié des questions et réflexions de Gérard Althabe, Bernard Hours, Aurora Liiceanu, que nous remercions ici.

2. Sans avoir abouti à des conclusions fermes et à des découvertes épistémologiques majeures, les recherches sur les transformations en cours dans l'Europe ex-communiste ont proliféré depuis le début des années 1990. Pour un passage en revue des acquis de ces travaux, on peut se rapporter à Dobry (2000), Colas (2002), Forest, Mink (2004).

3. K. Verdery a aussi mené des recherches rigoureuses sur la société roumaine (2003).

4. Cf. sa postface à l'ouvrage de I. Nicolau et I. Popescu (1999), dont la traduction est publiée dans ce numéro.

5. Cf. Althabe, Mungiu-Pippidi (2004).

6. Voir Althabe (1999) ; Althabe, Selim (2004).

7. Selon le titre de l'ouvrage de Hours (1998). Les médias français ont donné à plusieurs reprises des exemples frappants de ce type de conception réductrice et leurs articles font l'objet de commentaires dans la presse et sur les chaînes télévisées roumaines.
8. Cf. Lhomel (2001) ; Lhomel, Devaux (2001).
9. Cf. Laignel-Lavastine (1992).
10. La proportion de la population pauvre était de 33,8% en 1998, le taux du chômage de 10,4% (cf. Institut national pour les statistiques, 2001 : 189-193). D'autres études indiquent aussi la montée explosive de la pauvreté, qui touchait 44% de la population en 2000 (par rapport à 7% en 1989, 22% en 1994 et 42% en 1999), cf. *România după un deceniu de tranziție. Raportul național al dezvoltării umane România 2001-2002* [La Roumanie après une décennie de transition. Rapport national du développement humain, Roumanie 2001-2002 : 57]. L'Église et l'armée sont créditées de taux de confiance de 88%, respectivement 75% en 1999 ; à la différence, le gouvernement et le parlement enregistrent les taux les plus bas : 23%, voire 20% (cf. Sandu, 1999 : 76-78). Lors des élections de l'an 2000, le taux d'abstention a atteint 50%. Peu efficace socialement, éloigné des réalités quotidiennes et dépendant des priorités internationales de financement, le mouvement associatif n'est pas le résultat d'une mobilisation avérée, mais plutôt l'expression d'une volonté de créer la société civile par le haut, parfois exploitée dans un esprit fort instrumental, voire lucratif. Sur ce point cf. Grünberg (2000).
11. Pour une analyse plus large voir Cîrstocea (2004 : chapitres I et II).
12. Sandu (*op. cit.*). Les modèles élaborés par cet auteur sont synthétiquement décrits par des métaphores : l'« exode biblique », le « jeu d'échecs » et la « thérapie au malade ».
13. L'expression appartient à G. Mink (séminaire « Sociologie des sociétés postcommunistes en Europe centrale dans le contexte de l'eupéanisation », EHESS, 2004-2005).
14. L'expression est de S. Antohi (1998).
15. Chelcea, Lățeș (2000) ; Mihăilescu (2000) ; Liiceanu (2000) ; Althabe, Mungiu-Pippidi (*op. cit.*).
16. Déclaration écrite d'Adrian Năstase, premier ministre de la Roumanie de 2000 à 2004 et candidat perdant au deuxième tour des dernières élections présidentielles de décembre 2004, reprise dans le journal *România liberă*, 17/02/2004.
17. Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Pirotte (2003).
18. Le nom est fictif.
19. Pour l'ODER comme pour de très nombreuses ONG, en Roumanie comme dans beaucoup de pays, les bailleurs de fonds sont : National Endowment for Democracy, USAID, Charles S. Mott Foundation, le PNUD, l'Union Européenne et les fonds PHARE, World Learning, etc.
20. Lié au Parti démocrate états-unien. Voir les programmes du NDI par exemple : <http://www.ndi.org/globalp/elections/elections.asp>.
21. Bourdarias, Hours, Le Palec (2003).
22. Le terme est évidemment très idéologique, il n'est utilisé ici que pour résumer les représentations d'une catégorie d'individus vis-à-vis du président (Hours, Selim, 2003).
23. Il apparaît très souvent à la télévision lors d'émissions « politiques ».
24. Nous mettons ici volontairement de côté la question de la « production » des élites intellectuelles.
25. Certaines phrases ont été répétées à de multiples reprises.
26. La presse fait quasi quotidiennement des articles sur les « richesses » et l'enrichissement des politiciens. Aussi l'expression utilisée systématiquement dans ces mêmes médias, de « baron local », accolée aux figures politiques locales aux affaires (économiques et politiques) douteuses, voire ouvertement frauduleuses, n'est pas moins révélatrice de cette conception.
27. Soulignons aussi que l'ONG était parfois identifiée à la figure de son président.
28. Des démonstrations de force ont été pratiquées par le gouvernement (PSD) à plusieurs reprises.



29. La question serait trop longue à traiter ici, cependant quelques mots du président de l'ODER permettront d'avoir quelques points de repère : « Les Roumains ne sont pas contre la démocratie. Mais la démocratie pour eux c'est la corruption... »
30. Secondairement, avec moins d'insistance, est souligné le problème de la subsistance.
31. Comme dans d'autres ONG.
32. À l'exception du manager en charge de l'organisation logistique du projet.
33. Suivant en cela une certaine mode, la démocratie se réduit bien souvent à une démocratie de sondages.
34. Pour lequel un grand nombre « d'irrégularités » ont été observées, entre autres, par l'ODER, et qui ont été accompagnées d'un doux silence des institutions de l'Union Européenne.
35. Notons au passage que l'ONG militait pour cette modification depuis plusieurs années. Le nombre de signatures amassées par l'ODER est proche à ce moment des 160 000.
36. De 2000 à 2003, le nombre de maires PSD a augmenté de 1 051 mandats à plus de 2 100, *Cotidianul* 9/08/2003.
37. Lors d'une manifestation organisée par l'ODER au parlement un intéressant commentaire fut donné par le vice-président de la Chambre, qui est aussi président de la commission parlementaire : « Hé, voilà Monsieur [le président de l'ODER] qui vient nous parler du vote uninominal, peut-être que l'an prochain il sera candidat lui aussi pour je ne sais quel parti ! » En réduisant la manifestation à un « plan de carrière » du président de l'ONG, le vice-président de la Chambre des députés joue sur la confusion qu'induit la proximité de l'ONG avec la politique de l'État. Il faut d'ailleurs noter le parallèle entre la suspicion des citoyens dans la rue sur ce qu'était l'ONG et cette accusation. Il n'est pas surprenant que ce soit le président qui soit mis en cause puisqu'il est l'image extérieure (médiatique) de l'ONG. Ainsi s'attaquer à cette figure revient à s'attaquer à l'ONG dans son ensemble et, partant, à la discréditer entièrement. D'autre part, le comportement de ce personnage central du PSD ne fait que renforcer les convictions des membres de l'ODER vis-à-vis du parti au pouvoir.
38. Ou pour reprendre le langage usuel des ONG et bailleurs de fonds « la bonne gouvernance par l'implication des citoyens dans les processus de décision » par le biais des ONG.
39. Cf. Petcu (2000 : 228). Pour une comparaison de *Formula As* avec d'autres magazines féminins, cf. Cîrstocea (2002b).
40. Cf. intervention de Sânziana Pop à la réunion de son équipe avec les lecteurs, Cluj, le 2 novembre 2003. Décivant à des interlocuteurs roumains cet objet d'étude, je me suis fait moi-même tenir des propos semblables.
41. Sans être explicitement posé dans le projet des éditeurs. Un sondage publié en 1999 atteste que la proportion des lecteurs femmes était de 71%, les groupes d'âge au-dessus des 35 ans et les milieux urbains étant les mieux représentés (cf. *Formula As*, n° 363). Une analyse portant sur un échantillon composé de cinquante numéros parus en 1999, incluant 152 lettres, indique un taux de correspondants féminins de 82,3% (Cîrstocea, 2002a).
42. Conformément aux informations diffusées par la rédaction, *Formula As* tirait en 2003 à 300 000 jusqu'à 350 000 exemplaires, le nombre de lecteurs pouvant même atteindre 4 millions pour une copie, avec une moyenne de dix lecteurs par copie imprimée et environ 1 million de lecteurs de la version électronique. La position de « leader » des tirages est confirmée par M. Petcu (2000 : 267), qui mentionne « 251 000 exemplaires en mars 1998 et 485 000 en mars 1999 », les chiffres prenant leur sens par rapport aux tirages des publications quotidiennes (qui ne dépassent pas les 110 000 exemplaires) et à la population de la Roumanie (22 millions de personnes environ).
43. Des centaines de lettres arrivent chaque semaine à la rédaction, qui sont triées, classées et, pour certaines, publiées sous des rubriques de « problèmes sociaux », santé, mode, beauté, cuisine. D'autres contributions des lecteurs sont des « compositions » primées à l'occasion de divers concours thématiques.

44. Fragment de l'intervention de Sânziana Pop lors de la réunion avec les lecteurs à Alba Iulia, octobre 1999. Illustrant in extremis ces propos, la directrice faisait dans le numéro 187 de *Formula As* la nécrologie d'une collègue : « Depuis la fenêtre de son appartement au neuvième étage, elle a pris le plus court chemin vers le ciel. Seul le bon Dieu peut savoir ce qui s'est passé dans son âme de poète. Deux semaines avant la terrible décision, elle courait les corridors du ministère de la Culture et des éditions Eminescu. Elle cherchait du boulot. Car elle était une poétesse qui avait des responsabilités. Elle était mère de famille, elle avait des enfants. La misère de ce monde a tué la métaphore. Dans l'indifférence de notre société, son geste est une protestation dramatique ».

45. En décembre 1999, elle faisait partie du jury d'un concours pour les jeunes journalistes organisé par le Club roumain de presse. En 2003, plusieurs chaînes de télévision ont diffusé une longue interview qu'elle avait accordée à la chaîne nationale, dans le cadre d'une émission culturelle intitulée « Les professionnels ».

46. Lorsqu'elle rencontre son public, Sânziana Pop ne manque pas de le faire remarquer à son tour, tout en affirmant que *Formula As* a les meilleurs journalistes du moment : à Cluj en 2003 elle parlait de « l'incompétence de ceux qui font des journaux », de « la culture insuffisante des professionnels » et de leur « manque de formation ». Réaffirmant que « le journalisme est un métier qui doit s'apprendre », elle explique la qualité de son entreprise par l'expérience des rédacteurs, qui sont, pour la plupart, des littéraires. À une autre occasion, elle avait aussi décrit la revue comme « née dans le sillage de la littérature » (*Formula As*, n° 503).

47. L'erratum apparaît sous le titre « Qui s'aime se taquine » : « Six paires d'yeux ont laissé passer la faute. Mais nous avons été sévèrement punis au téléphone, qui a failli s'enflammer à force de sonner. Nous nous en excusons publiquement ».

48. « À partir d'aujourd'hui, la revue coûte 100 lei au lieu de 80. Nous savons ce que cela veut dire pour le budget des pauvres. Mais, malheureusement, nous-mêmes nous n'échappons pas non plus à la pauvreté. Aucun parti, aucune fondation, aucune organisation franc-maçonne ne nous soutient, nous n'avons aucune affaire pour gagner de l'argent. Notre seule affaire, c'est le journal, que nous tentons de rendre toujours meilleur et toujours plus moral [...]. Le prix du papier a augmenté. Les journaux dont les prix n'augmentent pas sont subventionnés par le gouvernement. Tel n'est pas notre cas. Le nouveau prix ne nous assure aucun profit, il couvre à peine les coûts d'édition et de diffusion. [...] Aucune mafia financière ne nous soutient, mais nos lecteurs sont nombreux et fidèles, ce sont eux qui vont nous soutenir. Nous savons que vous allez comprendre [...]. Nous vous en remercions d'avance. » L'argument de « l'indépendance » est évoqué à maintes occasions, tout comme ceux de l'« apolitisme » et de la « normalité », clés de voûte de la conception de l'acte journalistique à *Formula As*.

49. Ce sont les maîtres mots qui reviennent dans la plupart de ses discours. À titre d'exemple, citons le portrait d'une vieille femme (*Formula As* n° 446) : « Tout ce qu'elle dit est simple et vrai. Ses paroles sont vieilles comme le monde et aussi sages que lui. Pour un esprit confus de citoyen, la clarté de ses jugements paysans est ahurissante, elle semble issue d'un autre monde, de l'éternité, où les principes de la vie et les lois du bonheur sont immuables : honnêteté, travail, humanité, foi. Belle comme un dimanche, les yeux bleus comme le ciel et le visage entouré de la vapeur des cheveux blancs échappés du fichu noir de veuve, Luchiana devrait se présenter devant le pays entier pour lui donner une leçon ».

50. Sânziana Pop, intervention citée.

51. L'expression en tant que telle apparaît dans le message d'une adolescente.

52. Cf. Cardon (1997) ; Gauthier (1999).

53. « Lettre aux lecteurs » signée par Sânziana Pop dans *Formula As* n° 137.

54. Une page intitulée « S.O.S. » est mise à la disposition des personnes en détresse, deux autres étant réservées à l'échange d'informations sur des thèmes médicaux. Pour une analyse détaillée du contenu de ces messages, cf. Cîrstocea (2002a) déjà cité.

55. « La revue est une maison commune, hospitalière et claire, qui abrite une énorme famille », cf. lettre publiée dans *Formula As* n° 300 ; « Tous les lundis, je reconnais en ville les personnes de la même famille que moi : *Formula As* flotte comme un drapeau dans les rues » (*ibidem*) ; « Vous êtes trois millions de lecteurs : une famille énorme, qui nous rend fiers à en avoir la tête qui tourne et à ne pas dormir les nuits par préoccupation », cf. Sânziana Pop, « Un miracle : dix ans de *Formula As* », in *Formula As* n° 500.

56. D'abord informellement, ensuite comme fondation privée : la Fondation de presse et de culture ISIS a été créée en avril 2002. Pour donner une idée des dimensions de ses activités, nous pouvons nous référer à l'exemple de la collecte, en deux semaines, de l'équivalent de 4 000 euro, donations pour faire repeindre une église présentée dans un des numéros de la fin de l'an 2003 (le cas a été discuté à la réunion avec les lecteurs à Cluj, en novembre 2003). La somme doit être rapportée à un montant du salaire moyen ne dépassant pas les 150 euro.

57. La recherche de terrain ayant donné lieu à cet article s'arrête à la fin 2003, mais la campagne menée par le journal s'est poursuivie au-delà de ce moment.

58. « Le journal *Formula As* est le seul qui écoute les gens, personne ne fait cela. Vous êtes les seuls à le faire... Vous faites un journal qui écoute tout le monde », affirmait une participante à la réunion de l'équipe des journalistes de *Formula As* avec les lecteurs à Alba Iulia, en octobre 1999. Ou bien : « Je vous ai écrit et on m'a répondu. J'ai presque cru que cela ne se passait pas en Roumanie » (*ibidem*, Cluj, 2003).

---

## AUTEURS

**IOANA CÎRSTOCEA**

CSE-EHESS, IESEE

**ANTOINE HEEMERYCK**

EHESS